

20240517 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/57168/tunisie--les-migrants-terrifies-par-la-vague-darrestations-generales-visant-les-subsahariens-dans-le-pays>
InfoMigrants

Grand angle



Des migrants partagent un repas dans un parc de Sfax, le 13 juillet 2023. Crédit : Reuters

Tunisie : les migrants terrifiés par la vague d'"arrestations générales" visant les Subsahariens dans le pays

Par [Leslie Carretero](#) Publié le : 17/05/2024

Depuis une dizaine de jours, les migrants vivant en Tunisie se disent traqués par les autorités tunisiennes. Les arrestations dans le pays se multiplient. À Sousse (Est) et Sfax (centre-est) principalement, les Subsahariens sont interpellés dans les rues, les cafés, les commerces ou encore chez eux. Leurs proches redoutent qu'ils soient envoyés dans le désert, aux frontières avec l'Algérie et la Libye. Un climat qui provoque un vent de panique chez les migrants de la région.

"Ils vont dans les maisons, cassent les portes, confisquent les passeports, volent tout ce qu'ils trouvent - téléphones, effets personnels, argent... - frappent les gens avec des matraques et les embarquent dans des bus". "Ils", comme les nomme Salif* un Guinéen d'une vingtaine d'années vivant près de Sfax (centre-est de la Tunisie), ce sont les agents de la Garde nationale tunisienne.

Selon nos informations, une nouvelle vague d'arrestations d'ampleur touche les Noirs en Tunisie, principalement dans les villes de Sousse (Est) et de Sfax. Dans les cafés, dans la rue, dans les gares, dans les taxis, dans les commerces et même dans les appartements, des Subsahariens sont interpellés partout par des agents en civil ou en uniforme. Le phénomène est tel que les migrants le qualifient d'"arrestations générales".

Contrôles au faciès

Salif rapporte que plusieurs de ses amis ont été "raflés" dans les rues de Sousse la semaine dernière. D'autres au bord de la route qui va de Sfax à El-Amra, où des milliers de migrants vivent dans les champs d'oliviers. "Hier [lundi 13 mai, ndlr] encore, quelques personnes ont été interpellées près de là où je me trouve, au km 24, alors qu'elles se rendaient dans un commerce pour aller chercher à manger", assure le Guinéen. "Les policiers les ont fait monter dans des bus".

A lire aussi

[En Tunisie, la situation des migrants est "encore pire" qu'avant](#)

InfoMigrants a collecté plusieurs témoignages de ce type ces derniers jours. Comme celui de Christian*, un Camerounais : il explique aussi que certains de ses proches ont été arrêtés dans les rues de Sfax lundi 6 mai. Emmanuel*, un Ivoirien, raconte, quant à lui, qu'un "frère sans-papiers a été interpellé lundi [6 mai] au petit matin après son travail de gardiennage sur un chantier à Tunis".

Toujours d'après le jeune homme, des policiers ont également fait irruption dans un immeuble du quartier de la Soukra, en banlieue de la capitale tunisienne, occupé par des Noirs. "Ils ont pris tout le monde. Au poste de police, ils ont relâché les personnes avec des papiers et ils ont gardé les autres". Une information que n'a pas pu vérifier InfoMigrants.

Sur les réseaux sociaux, le compte Refugees in Libya, a publié le 10 mai une vidéo montrant des policiers s'introduire dans un immeuble pour interpellier des Noirs. Des Subsahariens sont montés sur le toit pour tenter d'échapper à ces rafles.

A lire aussi

[En Tunisie, Meloni et Saied veulent miser sur les "retours volontaires", vent de panique chez les migrants de Sfax](#)

Les personnes en situation régulière ne sont pas non plus épargnées. Jérôme*, étudiant en commerce à Tunis évoque des contrôles au faciès dans la capitale. "Un ami s'est fait arrêter par des hommes de la Garde civile la semaine dernière dans la rue. Il a présenté son titre de séjour et il a pu continuer son chemin", explique le Congolais. "On sent une ambiance différente en ce moment, les agents de la Garde nationale sont de plus en plus visibles".

"Expulsions collectives illégales et arbitraires"

Sait-on où les migrants interpellés sont emmenés ? Difficile de le savoir tant il est compliqué d'entrer directement en contact avec eux : la plupart n'ont plus de téléphone, ou, s'ils sont parvenus à le conserver, ils n'ont plus de batterie.

Christian et Emmanuel affirment que leurs amis ont réussi à les joindre juste après leur arrestation. "Ils nous ont dit qu'ils avaient été envoyés dans le désert", signalent les deux Africains. Depuis, ils n'ont plus de leurs nouvelles.



Des migrants abandonnés dans le désert entre la Tunisie et la Libye, le 12 juillet 2023. Crédit : DR

Salif, non plus, n'arrive pas à joindre ses compagnons d'infortune. "Ils ont sûrement été abandonnés à la frontière avec l'Algérie ou la Libye", pense-t-il. "Cela va mettre un peu de temps [avant de parvenir à les joindre] : il faut qu'ils reviennent par leurs propres moyens jusqu'à Sfax et la route est longue".

A lire aussi

["Je suis resté assis, ligoté, pendant sept jours" : en Tunisie, les migrants subsahariens cibles de kidnappings](#)

Dans un [communiqué](#) publié jeudi 16 mai, Amnesty international rappelle que ces "expulsions collectives" sont "illégalles et arbitraires, sans procédure régulière ni évaluation de la protection individuelle, en violation flagrante du droit international". Les autorités tunisiennes "doivent immédiatement mettre un terme à ces expulsions et garantir que les droits de tous les réfugiés et migrants, y compris les enfants, soient protégés à tout moment", déclare Heba Morayef, directrice régionale pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord à Amnesty international.

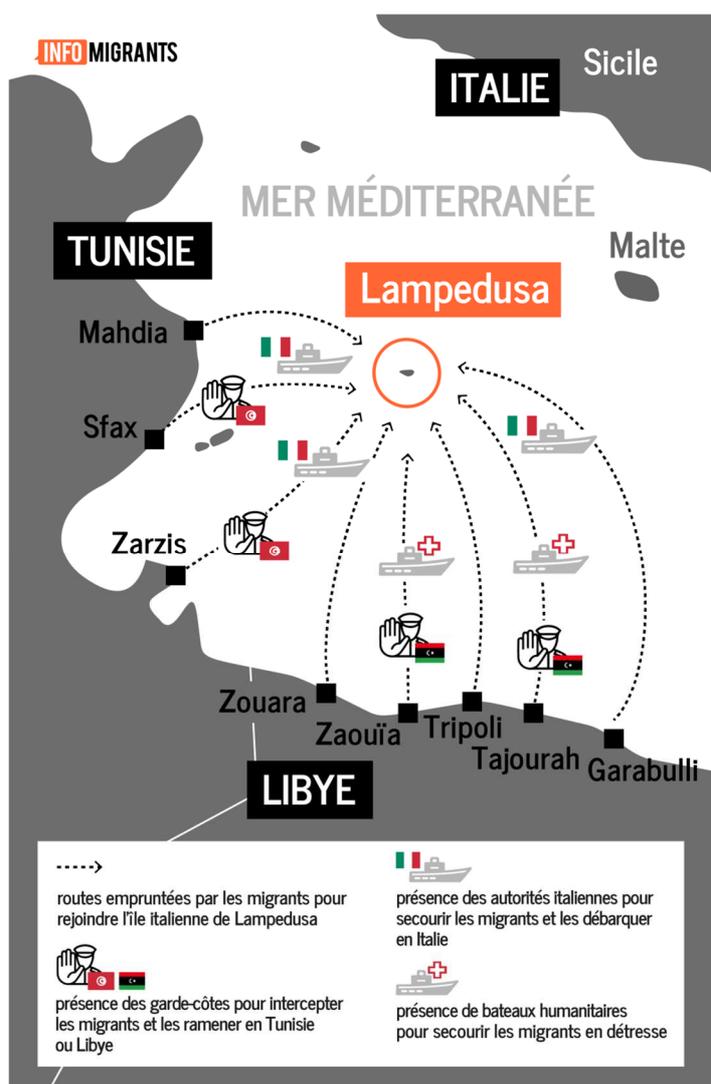
Le nombre de personnes interpellées depuis début mai reste impossible à déterminer, les autorités tunisiennes refusant de communiquer publiquement sur le sujet.

Des peines de prison pour entrée et séjour irréguliers

Ce genre de méthode n'est pas nouvelle : l'été dernier, [des milliers de Subsahariens avaient été raflés à Sfax et expulsés dans le désert](#), à la lisière de l'Algérie et de la Libye. Une centaine de personnes y étaient mortes de soif.

[Ces pratiques ont depuis perduré](#) mais de manière plus sporadique. Ces derniers jours, tout porte à croire qu'elles se sont accentuées. Elles touchent désormais tous les endroits fréquentés par les Noirs. "Cela a repris en octobre / novembre mais c'était plus rare. Et c'était surtout centralisé dans [les campements situés dans les champs d'oliviers](#). En ce moment, on entend parler d'arrestations 'sauvages' presque tous les jours", insiste Salif.

D'après plusieurs témoignages, cette nouvelle vague d'interpellations a débuté lundi 6 mai, le jour où le président tunisien Kaïs Saïed convoquait un Conseil de sécurité nationale. L'occasion pour le chef de l'État de prendre une nouvelle fois pour cible les exilés et les ONG qui leur viennent en aide, les qualifiant de "traîtres" - [Kaïs Saïed avait déjà fustigé en février 2023 la présence de "hordes" d'immigrés](#) venant d'Afrique subsaharienne, sources de "violences et de crimes".



Les migrants prennent la mer depuis la région de Sfax pour rejoindre l'île italienne de Lampedusa. Crédit : InfoMigrants

"Ces arrestations sont une façon pour l'État de faire baisser le nombre de migrants présents dans les grandes villes", analyse Romdhane Ben Amor, porte-parole du Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES). "Cela permet aussi de faire passer un message aux migrants désireux de se rendre dans les municipalités en leur disant : 'Ne venez pas où vous serez interpellé'".

Cette criminalisation des exilés – et de leurs soutiens – peut même aller plus loin. Mercredi 15 mai, 50 migrants ont écopé de huit mois de prison ferme par le tribunal de Sousse pour entrée et séjour irréguliers dans le pays. Ces condamnations existaient déjà mais elles semblent aujourd'hui prendre de l'ampleur. "Il y a visiblement une volonté des autorités d'afficher" ces procès, constate une membre d'association qui préfère garder l'anonymat.

A lire aussi

[En Tunisie, le gouvernement s'attaque aux ONG de défense des droits des migrants](#)

Le climat délétère qui vise les Noirs provoque la stupeur et la panique chez les migrants. Beaucoup n'osent plus sortir de leur lieu de vie. Jérôme, pourtant en situation régulière en Tunisie, ne prend plus le risque d'être dehors une fois la nuit tombée, car dit-il, "le soir, tout le

monde est suspect". Salif, lui, n'a pas quitté son campement sous les oliviers depuis deux jours, préférant se terrer plutôt que de "risquer sa vie" pour se ravitailler en eau et en nourriture.

Christian est celui qui se montre le plus inquiet : "J'ai très peur car je n'ai pas d'argent, ma famille non plus. Si je suis expulsé en Libye et envoyé en prison, je ne pourrai pas payer les gardiens pour ma libération. C'est sûr, je mourrai dans les geôles libyennes".

**Tous les prénoms ont été modifiés.*